



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

**Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Sous-direction de l'aquaculture et de l'économie
des pêches**

Bureau de la conchyliculture et de l'environnement du littoral

Adresse : 3, place de Fontenoy – 75007 PARIS

Dossier suivi par :

Tél : 01 49 55 83 66 – Fax : 01 49 55 82 00

Mail :

N°NOR : AGRM1004983N

NOTE DE SERVICE

DPMA/SDAEP/N2010-9605

Date: 24 février 2010

Date de mise en application : immédiate
Nombre d'annexe : 0

Le Directeur des pêches maritimes et de
l'aquaculture
à
Mesdames et Messieurs les Préfets de
départements

Objet : Mise en oeuvre du décret du 29 octobre 2009 en matière de capacité professionnelle.

Référence : Décret n°2009-1349 du 29 octobre 2009 modifiant le décret n°83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines, article 7 de la version consolidée.

Résumé : Depuis le 1er janvier 2010, le niveau requis pour demander une concession de cultures marines est élevé au niveau du baccalauréat. La présente note précise les modalités d'application de ce nouveau cadre réglementaire.

Mots-clés : Cultures marines, capacité professionnelle, transition.

Destinataires	
<u>Pour exécution :</u> Mmes et MM. les préfets de département Mmes et MM. les DDTM	<u>Pour information :</u> Mmes et MM les Directeurs délégués pour la mer et le littoral Madame la Directrice de l'Enseignement et de la Recherche Monsieur le Directeur des Affaires Maritimes Monsieur l'Inspecteur de l'Enseignement Maritime

L'entrée en vigueur, le 1er janvier 2010, des modifications apportées par le décret n°2009-1349 du 29 octobre au décret du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines, a entraîné des interrogations concernant la capacité professionnelle.

En effet, le niveau de capacité professionnelle requis pour demander une concession a été élevé au niveau du baccalauréat. Néanmoins, un double régime est maintenu puisque les demandeurs nés avant le 1er janvier 1986 peuvent toujours justifier de leur capacité professionnelle avec un diplôme équivalent au brevet d'études professionnelles maritimes de cultures marines.

Le passage d'un régime à l'autre pose la question du droit applicable :

- pour les jeunes nés après 1986 titulaires du BEP,
- pour les personnes déjà concessionnaires qui se sont engagées à passer un BEP suite par exemple à un transfert après décès,
- pour les personnes engagées dans un processus d'installation ou engagées dans les entreprises avant l'entrée en vigueur du décret du 29 octobre 2009,

La présente note envisage ces différentes hypothèses à travers des exemples concrets.

1/ Cas des personnes qui ont déposé une demande de concession avant le 1^{er} janvier 2010

Toutes les personnes qui ont déposé une demande de concession avant le 1^{er} janvier 2010 doivent répondre aux conditions de capacité professionnelle du décret du 22 mars 1983 non modifié. En effet, le décret du 29 octobre 2009 indique que « les demandes d'autorisation présentées sur le fondement du décret du 22 mars 1983 enregistrées avant l'entrée en vigueur du présent décret sont instruites en application des dispositions du décret du 22 mars 1983 dans sa rédaction alors en vigueur ».

2/ Cas de personnes engagées dans un parcours d'installation avant le 1er janvier 2010

Le raisonnement qui précède s'applique à une personne engagée dans un parcours d'installation. Si sa demande de stage dit de 240 heures est intervenue avant le 1^{er} janvier 2010, le niveau de capacité professionnelle qu'elle doit justifier est celui du BEP cultures marines (ou équivalent).

Ce cas concerne notamment les personnes qui auraient été candidates pour effectuer un stage en 2009 mais qui n'auraient pu l'effectuer en raison d'un report de stage dû à une insuffisance de candidats. Si le candidat avait pu suivre le stage en 2009, il aurait été en mesure de demander une concession avant le 1er janvier 2010. Nous attirons votre attention sur ces situations spécifiques afin que ces personnes ne soient pas pénalisées lorsqu'elles effectueront une demande de concession.

Sont concernés notamment les titulaires d'un CAP cultures marines ayant un an d'expérience professionnelle et les personnes ayant 3 ans d'expérience professionnelle (cf. ex-article 5-1, alinéas 2 et 3) qui devaient passer le stage de 240 heures en 2009 pour valider leur capacité professionnelle et n'ont pu le faire.

3/ Cas des personnes nées après le 1er janvier 1986 qui n'étaient pas engagées dans un parcours d'installation au 1er janvier 2010

A contrario, les personnes nées après le 1^{er} janvier 1986 qui n'ont pas effectué une demande de concession ou de stage avant le 1^{er} janvier 2010 doivent répondre aux nouvelles exigences de capacité professionnelle. Ainsi, un jeune titulaire d'un BEP cultures marines (ou équivalent) qui est salarié ou associé depuis 3 ans mais qui n'était pas engagé dans un parcours d'installation avant le 1er janvier 2010 ne pourra demander une concession que s'il est titulaire du baccalauréat professionnel ou d'un diplôme équivalent.

Par ailleurs, les demandeurs d'un stage de 240 heures qui sont au niveau Terminale mais n'ont pas le baccalauréat ne remplissent pas les conditions de capacité professionnelle requises par le décret du 29 octobre 2009.

4/ Cas des demandeurs nés avant le 1er janvier 1986 qui souhaitent s'installer avant le 31 décembre 2010

Les demandeurs nés avant le 1^{er} janvier 1986 qui souhaitent s'installer avant le 31 décembre 2010 doivent être en mesure de justifier au moment de la demande de stage d'une expérience professionnelle de trois ans en cultures marines. Si au 31 décembre 2010, l'expérience professionnelle justifiée est inférieure à 3 ans, la demande de stage ne peut pas être retenue.

5/ Cas des personnes qui ont obtenu une concession avant le 1er janvier 2010 mais qui doivent justifier de leur capacité professionnelle

Sont concernées tout d'abord les personnes qui sont devenues concessionnaires dans le cadre d'un transfert après décès. Ces personnes disposent en effet d'un délai de trois ans (cf. ex-article 14) pour prouver leur capacité professionnelle. Si ces personnes sont devenues concessionnaires avant le 1er janvier 2010, elles n'auront pas à justifier des capacités professionnelles prévues par le décret du 29 octobre 2009.

Le même raisonnement s'applique aux concessionnaires qui se sont engagés à effectuer le stage dans les deux ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'arrêté leur accordant une concession. Si leur engagement est antérieur au 1er janvier 2010, ils devront justifier de la capacité professionnelle correspondant à leur engagement au moment où ils sont devenus concessionnaires.

6/ L'avenir du stage de 240 heures

Enfin, s'agissant du stage de 240 heures, il est confirmé qu'en l'état, le contenu, la durée et les modalités d'évaluation de ce stage demeurent inchangées. Toutefois, la DPMA souhaite organiser prochainement une réunion à laquelle seront conviés l'Inspection de l'Enseignement maritime, la Direction des Affaires maritimes, la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche ainsi qu'un représentant d'un lycée maritime et dont l'objet serait d'analyser la pertinence du référentiel du stage de 240 heures au regard des dispositions du décret du 29 octobre 2009. Nous vous tiendrons informés des conclusions de cette réunion.

Je vous remercie de me faire part des difficultés éventuelles que vous rencontreriez dans la mise en oeuvre de ces dispositions.

Le Directeur des Pêches Maritimes
et de l'Aquaculture

Philippe MAUGUIN